Chapitre II : Les effets du contrat à l'égard des tiers

Le contrat n'a pas d'effet à l'égard des tiers. Le contrat n'a d'effet qu'à l'égard des parties car il ne peut pas profiter ni nuire aux tiers. C'est ce qu'on appelle la **relativité des conventions (l'effet relatif des contrats)**.

Principe de l'opposabilité du contrat au tiers

Article 1199 du Code Civil : « Le contrat ne crée d'obligation qu'entre les parties, les tiers ne peuvent ni demander l'exécution du contrat ni se voir contraints de l'exécuter »

Ça fait référence à la stipulation pour autrui qui est une exception. Ce principe est doublé d'un autre principe, qui n'était pas textuellement formé, le principe de l'opposabilité à l'égard des tiers qui est inscrit aujourd'hui dans **l'article 1200 du Code civil**. Les tiers doivent respecter la situation juridique créée par le contrat.

Article 1200 du Code Civil : « Les tiers doivent respecter la situation juridique créée par le contrat. Ils peuvent s'en prévaloir notamment pour apporter la preuve d'un fait »

Section I : Le principe de l'effet relatif des contrats

1. La relativité des conventions

Les "parties", les parties cocontractantes à proprement parler, sont celles qui étaient présentes au jour de la conclusion du contrat ou bien celles qui l'ont conclu par le biais d'un représentant, légal ou conventionnel. Le contrat ne concerne que les parties mais ce n'est pas toujours facile de distinguer les tiers des parties car c'est parfois plus large de ce qu'on pense au départ.

On a une admission un peu plus large de la notion du contrat. Certains tiers sont assimilés aux parties lorsqu'elles viennent à disparaître en cours d'exécution du contrat. Pour les personnes physiques, ce sont les ayant-causes universels et les ayant-cause à titre universel, c'est-à-dire principalement les héritiers. On a élargi le champ des tiers en cas de décès de la partie cocontractante (les héritiers). Les héritiers récupèrent dans leur propre patrimoine les créances et les dettes du défunt.

* si dette > créance : l'héritage n'est pas intéressant -> on peut refuser un héritage

2 exceptions que les contrats ne sont pas automatiquement passés à l'héritier :

- En cas de renonciation à exécution

- Présence d'un contrat "intuitu personae" : on est en présence d'un type de contrat dont la substitution s'avère impossible. On parle de caducité de contrat, le contrat s'arrête pour le futur mais pas pour le passé. (Ex : contrat de mandat, de travail). Contrat devient caduque

Qd la partie co contractante devient une personne morale -> les associés de ces personnes morales ne font pas partie co contractante

La catégorie des tiers au contrat est assez résiduel.

Il reste alors la catégorie "résiduelle" des tiers, c'est-à-dire les personnes totalement étrangères au contrat ("penitus extranei"). Or, parmi ces personnes qui n'ont aucun lien avec les parties, il faut mettre à part le cas du créancier chirographaire. Les créanciers chirographaires (créancier ordinaire) sont ceux qui ont un droit de gage général sur le patrimoine de son débiteur. Ils n'ont pas pris de garantie particulière et ne sont donc pas privilégiés.

Ce sont de tiers un peu particuliers, des créanciers qui ont un débiteur commun, ils ont comme gage général, le patrimoine du débiteur commun. **Ils sont dits payés au prix de la cour.** Celui qui réagit en premier, c'est celui qui va être payé le premier, ils sont dans une situation plus fragile (**art 2092 & art 2093 Cciv**).

C'est le patrimoine du débiteur commun qui correspond au gage.

Article 2285 du Code Civil : Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers ; et le prix s'en distribue entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence.

Exemple : créance titulaire de sureté = hypothèque (affecte un bien immobilier comme garantie)

Suret réelle mobilire de mettre en gage son meuble ou vhicule.

Le droit des contrats a permis aux cranciers chirographaires certains droit pour leur permettre d'augmenter leur chance d'tre rembours, assurer une conservation de leur droit sur le patrimoine de ce dbiteur commun :

- **L'action oblique** : titre exceptionnel, elle permet au crancier chirographaire, d'agir la place de son dbiteur ngligeant en exerant "tous les droits et actions" de ce dernier notamment en recouvrant des crances impayes par exemple. Cela accroit les chances d'tre rembourss. Il va palier la carences du dbiteur dfaillant. Elle profite tout le monde car le produit de l'action va tre rintgr dans le patrimoine.
- **L'action paulienne** : permet de demander en justice la rvocation des actes passs pas son dbiteur en fraude de ses droits. Ce droit lutte contre la malhonntet du dbiteur. Il va organiser frauduleusement son insolvabilit. L'acte sera inopposable au crancier.

On les retrouve dans les **articles 1341-1 et 1341-2 du code civil**.

Article 1341-1 du Code Civil : « Lorsque la carence du dbiteur dans l'exercice de ses droits et actions caractre patrimonial compromet les droits de son crancier, celui-ci peut les exercer pour le compte de son dbiteur, l'exception de ceux qui sont exclusivement rattachs sa personne »

Article 1341-2 du Code Civil : « Le crancier peut aussi agir en son nom personnel pour faire dclarer inopposables son gard les actes faits par son dbiteur en fraude de ses droits, charge d'tablir, s'il s'agit d'un acte titre onreux, que le tiers cocontractant avait connaissance de la fraude »

2. L'opposabilit du contrat

Le contrat cre une situation juridique malgr tout. Donc les tiers doivent en tenir compte. C'est un fait social qui s'impose tous.

On retrouve cette notion l'**article 1200 du Code Civil** : « Les tiers doivent respecter la situation juridique cree par le contrat. Ils peuvent s'en prvaloir notamment pour apporter la preuve d'un fait »

Le contrat va pouvoir tre invoqu contre les tiers ou par les tiers :

- **Le contrat est opposable aux tiers par les parties** : les parties peuvent s'en prvaloir vis--vis des tiers. La cour de cassation a affirm, sous le visa de l'**article 1165 du Code Civil** : "les tiers ne peuvent tre constitus ni dbiteur, ni crancier, ils peuvent invoquer leur profit comme un fait juridique la situation cree par ce contrat". Le tiers qui se rend complice de la violation d'une obligation contractuelle par l'une des parties peut engager sa responsabilit dlictuelle (= extracontractuelle)

l'égard de la victime de l'inexécution du contrat, parce qu'il n'y a pas de lien contractuel entre les parties et le tiers en question.

- **Le contrat est un engagement opposable par les tiers aux parties.** Les tiers qui pourraient invoquer l'existence de ce contrat à leur profit. La cour de cassation est venue annoncer dans un **arrêt de 6 octobre 2006** : "le tiers à un contrat peut invoquer sur le fondement de la responsabilité délictuelle, un manquement contractuel dès lors que ce manquement lui a causé un dommage."

Arrêt 21 octobre 2008 (fiche TD) reprend le même principe que celui de 2006.

- Indépendance de la société filiale -> principe d'autonomie, la mère est tierce au contrat qui se passe entre les sociétés filiales. La rupture abusive d'un contrat concessionnaire conclu par la société filiale peut être considéré comme un préjudice pour la société mère car il y a une perte de revenu. Un manquement contractuel, potentiellement on engage sa responsabilité contractuelle mais aussi potentiellement on engage sa responsabilité délictuelle vis à vis des tiers (de tout le monde) pas seulement de la partie cocontractante. Elle peut obtenir une indemnité.

- Après 2006 et 2008, on a eu des jurisprudences plus prudentes. L'arrêt du 18 mai 2017 -> la cour de cassation est bcp plus mesurée, le manquement à une obligation contractuelle était de livrer un ouvrage conforme n'équivaut pas forcément une faute délictuelle, elle reproche à la cour d'appel "par des motifs qui tiraient d'un seul manquement sont impropres à caractériser une faute délictuelle." Cette solution n'a été ni reprise ni abandonnée. On n'a pas inscrit quoi que ce soit sur l'opposabilité des contrats par les tiers.

- La dernière tendance juridique revient sur la décision des arrêts 2006 et 2008, elle est plus prudente et refuse d'assimiler faute délictuelle et faute contractuelle.

- Parfois les tiers ne sont pas informés de toute les infos, on dit que l'opposabilité du contrat aux tiers est subordonné à l'accomplissement de certaine formalité. Dans certains domaines, on impose certaines formalités publicité pour tenir en compte les tiers et rend le contrat opposable aux tiers. Ces règles existent dans le domaine de la propriété intellectuelle, les brevets d'inventions doivent être inscrits à l'INPI.

Section II : Les exceptions au principe de l'effet relatif du contrat

1. Les exceptions légales

2. L'exception jurisprudentielle dans les chaînes de contrat

La question a été de savoir comment on va apprécier l'effet relative de contrat en présence d'un groupe de contrat.

Le groupe de contrat est constitué par un ensemble de conventions présentant une unité économique, soit lorsqu'un même bien est l'objet de plusieurs **contrats successifs**, formant ainsi une chaîne de contrats ou compte de contrat horizontal, soit lorsque toutes ces conventions ont un **but** commun (hypothèse de la sous traitance).

Dans la 1^e cas, est ce que le sous acquéreur, insatisfait, peut avoir recourt contre le fabricant, et si c'est un recourt dans le terrain contractuel. Peut-il bénéficier d'une action contractuelle contre le vendeur initiale.

On doit considérer qu'il n'a pas de lien contractuelle si on applique art 1199

Dans le 2^e cas, on se demande si le maître d'œuvre peut agir directement contre le sous-traitant notamment lorsque l'entrepreneur est tombé en faillite

En ce qui concerne cette situation, les groupes de contrats peuvent être sous deux formes :

- **Un groupe de contrats constitue un ensemble de conventions présentant une unité économique.** C'est un ensemble de partenaires qui agissent et ça forme une chaîne non translatrice de propriété comme des ventes successives avec en filigrane la question de savoir si le sous-acquéreur peut agir contre le vendeur initial, c'est-à-dire le plus souvent, le fabricant.
 - o Le consommateur n'est pas lié au fabricant -> si le consommateur, pouvait agir sur le terrain contractuel. Dans les premiers temps la jurisprudence avait répondu non. Assez vite, la CC a porté une exception, elle va faire comme s'il y avait un lien entre le fabricant et le cocontractant final (consommateur). Cette disposition date de 1986. Une jurisprudence assez pragmatique. Dans les chaînes translatrices de propriété, la jurisprudence a considéré que le sous-acquéreur bénéficie de tous les droits et actions rattachés à la chose. => théorie de l'accessoire
- **Les contrats de sous-traitance :** la question qui se pose ici est alors de savoir si, indépendamment de tout dispositif légal autorisant une action directe, le maître de l'ouvrage peut agir directement contre le sous-traitant, comme s'ils étaient liés par un contrat. On transmet la propriété (principe de l'accessoire). Le sous-acquéreur puisse agir contractuellement contre le vendeur initial. Cette exception ne joue plus pour les groupes de contrats non translatrice de propriété.

Dans ces deux hypothèses, on devrait considérer chacune des personnes situées à l'extrémité de la chaîne comme tiers les unes par rapport aux autres, n'ayant pas contracté directement ensemble. Mais une partie de la doctrine a estimé que les parties devaient être comprises non par rapport à chaque convention mais au regard de la chaîne de contrats à laquelle elle appartient. Autrement dit, les parties seraient parties non à un contrat isolé, mais à un ensemble contractuel de sorte qu'elles pourraient parfaitement agir sur le terrain contractuel.

Dans un premier temps, la jurisprudence a suivi la doctrine puisqu'elle a admis l'extension des effets du contrat à l'ensemble des membres de la chaîne en présence d'un groupe de contrats : dès lors qu'il y a transfert d'un bien, le nouveau titulaire "jouit de tous les droits et actions attachés à la chose qui appartenait à son auteur." Autant dire que **l'ancien article 1165 du Code civil** avait alors perdu beaucoup de sa consistance avec la reconnaissance de la notion de "groupe de contrats" qui valait finalement pour "tous ceux qui n'ont souffert d'un dommage que parce qu'ils avaient un lien avec le contrat initial", et qui pouvaient de ce fait, agir sur le terrain contractuel.

Mais cette position, contraire au principe de l'effet relatif des contrats, a été condamnée par un revirement de la **Cour de Cassation dans l'arrêt Besse rendu le 12 juillet 1991** dans lequel elle a affirmé que "le sous-traitant n'était pas contractuellement lié au maître de l'ouvrage". A partir de là, on devait considérer que dans les chaînes non translatrices de propriété, le principe de la relativité des conventions continuait de jouer pleinement.

Article 1341-3 du Code Civil : « "Dans les cas déterminés par la loi, le créancier peut agir directement en paiement de sa créance contre un débiteur de son débiteur »

En revanche, la solution proposée en 1986, et réitérée depuis par la Cour de cassation, serait maintenue dans les chaînes translatrices de propriété. Il reste en effet acquis que la responsabilité du vendeur originaire à l'égard du sous-acquéreur est "nécessairement contractuelle". Le droit de

créance et le droit d'agir qui l'accompagne, tous deux nés du premier contrat, sont donc transmis aux acquéreurs successifs de la chose, les ayant-cause à titre particulier, parce qu'ils en sont l'accessoire : telle est la justification classique de cette solution dérogatoire au principe de l'effet relatif des contrats